
Comité des accords commerciaux régionaux

PRÉSENTATION FACTUELLE

**ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE GLOBAL
ENTRE LE CHILI ET L'INDONÉSIE
(MARCHANDISES)**

Rapport du Secrétariat

Le présent rapport, préparé pour l'examen de l'Accord de partenariat économique global entre le Chili et l'Indonésie, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Jean-Daniel Rey (tél.: +41 22 739 5264). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Rowena Cabos (tél.: +41 22 739 5185).

Table des matières

	<i>Page</i>
1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL	4
1.1 Commerce des marchandises	4
2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD	6
2.1 Renseignements généraux	6
2.2 Structure de l'Accord.....	6
3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES	7
3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation	7
3.1.1 Dispositions générales	8
3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires	8
3.1.2.1 Calendrier de libéralisation	8
3.1.3 Contingents tarifaires	13
3.2 Règles d'origine.....	13
3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation	14
3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises.....	15
3.5 Normes.....	15
3.5.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires.....	15
3.5.1.1 Obstacles techniques au commerce	15
3.5.2 Mécanismes de sauvegarde	16
3.5.2.1 Sauvegardes globales	16
3.5.2.2 Sauvegardes bilatérales	16
3.5.2.3 Mesures de sauvegarde liées aux difficultés en matière de balance des paiements	16
3.5.3 Mesures antidumping et mesures compensatoires	17
3.5.4 Subventions et aides publiques	17
3.5.5 Procédures douanières et facilitation des échanges	17
4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....	17
4.1 Transparence.....	17
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux	18
4.3 Exceptions.....	18
4.3.1 Exception générale	18
4.3.2 Exception concernant la sécurité	18
4.3.3 Mesures fiscales	18
4.4 Adhésion et retrait.....	18
4.5 Cadre institutionnel.....	18
4.6 Règlement des différends	19
4.7 Relations avec d'autres accords conclus par les Parties.....	19
4.8 Marchés publics.....	22
4.9 Droits de propriété intellectuelle	22
4.10 Concurrence	22
4.11 Environnement.....	22

4.12 Travail	22
4.13 Commerce électronique	22
4.14 Petites et moyennes entreprises (PME)	23
4.15 Coopération	23
ANNEXE 1.....	24

Faits essentiels

Parties à l'Accord:	Chili et Indonésie
Date de signature:	14 décembre 2017
Date d'entrée en vigueur:	10 août 2019
Date de notification:	1 ^{er} avril 2020
Mise en œuvre intégrale:	1 ^{er} janvier 2031

1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

1.1. L'Accord de partenariat économique global, ci-après dénommé "l'Accord", est l'un des 29 ACR du Chili et des 10 ACR de l'Indonésie.¹ L'Accord a été signé le 14 décembre 2017. Il a été notifié à l'OMC au titre de l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994 le 1^{er} avril 2020.² L'Accord est entré en vigueur le 10 août 2020.

1.2. L'Accord, qui contient essentiellement des dispositions sur les aspects relatifs au commerce des marchandises, inclut également une clause pour l'incorporation future de chapitres sur le commerce des services et sur l'investissement.

1.1 Commerce des marchandises³

1.3. Au total, le commerce des marchandises du Chili, dont le PIB s'élevait à 298 milliards d'USD, était estimé à 149,7 milliards d'USD en 2018 (75,5 milliards d'exportations et 74,2 milliards d'importations); la même année, le commerce total de marchandises de l'Indonésie s'élevait à 368,7 milliards d'USD (180 milliards d'exportations et 188,7 milliards d'importations), avec un PIB de 1 022 milliards d'USD. Les ratios du commerce au PIB (2016-2018) des Parties s'établissaient à 28 pour le Chili et 19 pour l'Indonésie.

1.4. En 2018, le Chili était le 28^{ème} exportateur et le 27^{ème} importateur mondial de marchandises (respectivement 0,39% des exportations totales mondiales et 0,37% des importations totales mondiales⁴). De son côté, l'Indonésie était le 21^{ème} exportateur et importateur mondial (respectivement 0,93% des exportations totales mondiales et 0,95% des importations totales mondiales⁵).

1.5. Le graphique 1.1 résume les tendances du commerce global entre les Parties ainsi que les relations commerciales bilatérales. Il montre une augmentation globale modérée du commerce mondial pendant la période pour les deux Parties, avec un ralentissement des importations et des exportations à destination du reste du monde entre 2014 et 2016 pour le Chili, et entre 2013 et 2016 pour l'Indonésie. Pour les deux Parties, la balance commerciale mondiale est restée équilibrée, avec des excédents et des déficits périodiques. Malgré les fluctuations de la balance commerciale au

¹ Les ACR sur le commerce des marchandises et/ou des services notifiés séparément à l'OMC ont été comptabilisés comme un seul accord. Dans le cas de l'Indonésie, le chiffre inclut les ACR conclus dans le cadre de l'ASEAN. Source: Système d'information sur les ACR (base de données de l'OMC sur les ACR), à l'adresse suivante: <http://rtais.wto.org> (consultée le 6 mai 2020).

² Documents de l'OMC WT/REG403/N/1.

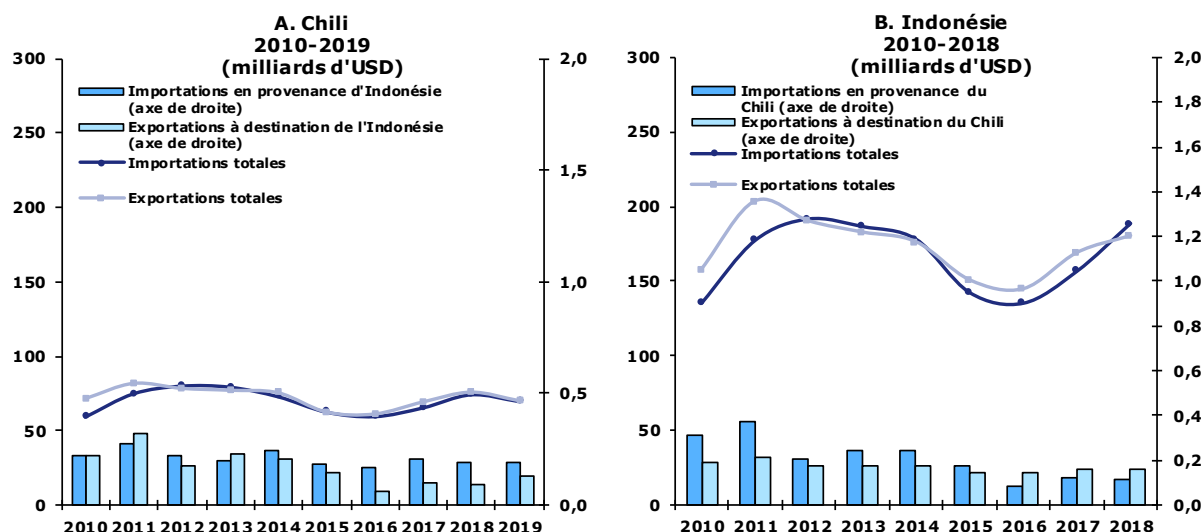
³ Sauf mention contraire et à l'exception des chiffres relatifs au commerce bilatéral, les chiffres de cette section proviennent des profils commerciaux de l'OMC de mai 2020 (données de 2018). Les chiffres concernant les exportations sont calculés sur une base f.a.b. et ceux concernant les importations sur une base c.a.f. Les classements du commerce mondial excluent le commerce intra-UE.

⁴ Les cinq principales destinations des exportations du Chili étaient: la Chine (33,5%); les États-Unis (13,8%); l'UE-28 (11,6%); le Japon (9,3%); et la Corée (5,8%). Ses cinq principales sources d'importations étaient: la Chine (23,6%); les États-Unis (18,9%); l'UE-28 (14,9%); le Brésil (9%); et l'Argentine (4,6%).

⁵ Les cinq principales destinations des exportations de l'Indonésie étaient: la Chine (15,1%); le Japon (10,8%); les États-Unis (10,3%); l'UE-28 (9,5%); et l'Inde (7,6%). Ses cinq principales sources d'importations étaient: la Chine (24,1%); Singapour (11,3%); le Japon (9,5%); l'UE-28 (7,5%); et la Thaïlande (5,8%).

cours de la période, les données communiquées par le Chili à la base de données Comtrade font état d'un excédent commercial depuis 2014 et jusqu'à la fin de la période, tandis que celles communiquées par l'Indonésie indiquent le contraire à la fin de la période (2016-2018). Sur la base des statistiques d'importation communiquées par les deux Parties à la base de données Comtrade, les relations commerciales bilatérales montrent que le Chili a enregistré un déficit commercial vis-à-vis de l'Indonésie pendant la plus grande partie de la période (2000-2018), avec des inversions successives des balances commerciales entre les deux Parties entre 2006 et 2014.

Graphique 1.1 Chili – Indonésie: commerce des marchandises au niveau bilatéral et avec le reste du monde, 2010-2019



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

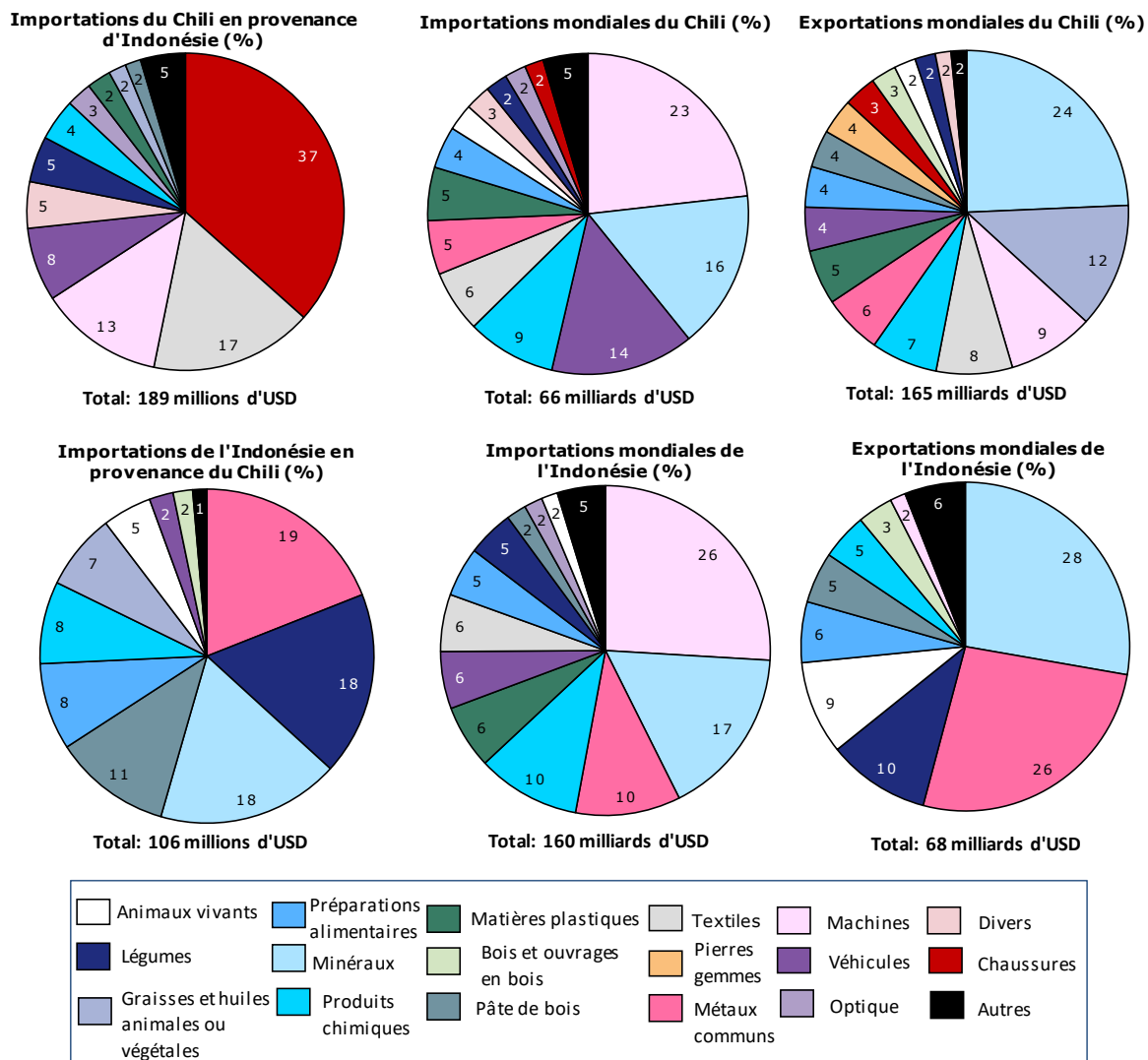
1.6. S'agissant du commerce bilatéral, en 2018⁶, l'Indonésie était le 33^{ème} marché d'exportation du Chili (0,1%) et sa 23^{ème} source d'importations (0,3%), tandis que le Chili était la 44^{ème} destination des exportations de l'Indonésie (0,1%) et sa 51^{ème} source d'importations (0,1%).

1.7. La structure par produit du commerce entre le Chili et l'Indonésie ainsi que leurs échanges commerciaux à l'échelle mondiale au cours de la période 2016-2018 sont ventilés par section du Système harmonisé (SH) dans le graphique 1.2.

1.8. Les principales importations du Chili en provenance d'Indonésie étaient les chaussures, les textiles et les machines (respectivement 37%, 17% et 13% de ses importations totales en provenance d'Indonésie). Ces catégories représentent, respectivement, les 13^{ème} et 5^{ème} importations, et les principales importations du Chili, toutes provenances confondues (respectivement 1,9%, 6,2% et 23,2% des importations mondiales du Chili), mais une part relativement faible des exportations de l'Indonésie (représentant 3,3%, 7,6% et 8,6% des exportations mondiales de l'Indonésie). Les trois principales catégories d'importations de l'Indonésie en provenance du Chili étaient les métaux communs (19% des importations totales de l'Indonésie en provenance du Chili), les produits d'origine végétale (17,8%) et les produits minéraux (17,7%). Ces secteurs représentaient, respectivement, les 3^{ème} (10,3% des importations mondiales de l'Indonésie); 9^{ème} (4,6%) et 2^{ème} (16,7%) importations mondiales de l'Indonésie. Ces secteurs représentaient les 2^{ème} (26,4% des exportations mondiales du Chili) et 3^{ème} exportations (10,1%), et les principales exportations (27,7%) mondiales du Chili.

⁶ Pour les échanges bilatéraux, les chiffres utilisés sont ceux qui ont été communiqués par les Parties à la base de données Comtrade de la DSNU (données de 2018).

Graphique 1.2 Chili – Indonésie: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2016-2018)



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

2.1 Renseignements généraux

2.1. Le texte de l'Accord est disponible, ainsi que ses annexes, sur les sites Internet suivants:

Chili:

<https://www.subrei.gob.cl/2019/10/indonesia-2/>

Indonésie:

<http://ditjenppi.kemendag.go.id/index.php/bilateral/amerika/chili>

2.2 Structure de l'Accord

2.2. L'Accord se compose de 14 chapitres et de plusieurs annexes générales et spécifiques, y compris les listes d'engagements tarifaires respectives des Parties (encadré 2.1).

Encadré 2.1 Structure de l'Accord

Préambule	
Chapitre 1	Dispositions initiales
Chapitre 2	Définitions générales
Chapitre 3	Commerce des marchandises
Chapitre 4	Règles d'origine
Chapitre 5	Procédures et coopération douanières
Chapitre 6	Mesures sanitaires et phytosanitaires
Chapitre 7	Obstacles techniques au commerce
Chapitre 8	Mesures correctives commerciales
Chapitre 9	Coopération
Chapitre 10	Transparence
Chapitre 11	Administration
Chapitre 12	Règlement des différends
Chapitre 13	Exceptions
Chapitre 14	Dispositions finales

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après l'Accord.

2.3. L'Accord institue une zone de libre-échange entre les Parties (article 1.1). Les Parties conviennent de procéder à un réexamen général de l'Accord trois ans après sa date d'entrée en vigueur et une fois tous les trois ans par la suite (article 14.5).

2.4. Conformément à l'article 14.6, et sauf si elles en conviennent autrement, les Parties négocient sur le commerce des services et l'investissement après l'entrée en vigueur de l'Accord. Les résultats de ces négociations font partie intégrante de l'Accord.⁷

3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Alors que le chapitre 3 porte spécifiquement sur le commerce des marchandises, les chapitres 4 à 8 s'appliquent également au commerce des marchandises. En outre, les chapitres 9 à 14 contiennent des règles d'application générale.

3.2. Les points de contact de chaque Partie facilitent la communication concernant les questions relevant du chapitre 3 (article 3.12).

3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation

3.3. Les Parties s'engagent également à appliquer le traitement national à tous les produits visés, conformément à l'article III du GATT de 1994, qui est incorporé dans l'Accord et en fait partie intégrante (article 3.3).

3.4. L'Accord interdit l'adoption ou le maintien d'interdictions ou de restrictions à l'importation d'un produit de l'autre Partie, sauf en conformité avec l'article XI du GATT de 1994, qui est incorporé à l'Accord et en fait partie intégrante (articles 3.6). En outre, les Parties n'adoptent ni ne maintiennent des mesures non tarifaires à l'importation d'un produit de l'autre Partie, à moins qu'elles ne soient conformes à leurs droits et obligations au titre de l'Accord sur l'OMC. Les Parties veillent à la transparence de leurs mesures non tarifaires autorisées et font en sorte qu'elles n'aient pas pour objet de créer des obstacles inutiles au commerce.

⁷ Les Parties indiquent qu'elles sont convenues de tenir la première série de négociations sur la mise à jour de l'Accord en vue d'inclure un chapitre sur le commerce des services au plus tard au quatrième trimestre de 2020.

3.1.1 Dispositions générales

3.5. L'Accord fait référence à l'article VIII du GATT de 1994 (redevances et formalités se rapportant à l'importation), en emprunte des disciplines et s'appuie sur lui (article 3.5). Chaque Partie établit, dans la mesure du possible, une liste des redevances et impositions visant les importations ou les exportations, et met ces renseignements à la disposition du public sur Internet ou par d'autres moyens similaires.⁸

3.6. L'Accord fait également référence aux disciplines de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation (article 3.7).

3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires

3.7. Les Parties conviennent de réduire et/ou d'éliminer progressivement les droits de douane sur les marchandises originaires de l'autre Partie conformément à leurs Listes d'engagements tarifaires respectives (article 3.4). Un engagement de statu quo ainsi qu'un engagement de ne pas relever les droits de douane sur les produits visés par l'Accord figurent également à l'article 3.4.

3.8. Les Parties conviennent de se consulter mutuellement sur demande pour envisager d'améliorer les engagements tarifaires. En outre, à tout moment, une Partie peut accélérer unilatéralement tout ou partie du programme de libéralisation. L'autre Partie est informée dès que possible de cette accélération unilatérale.

3.1.2.1 Calendrier de libéralisation

3.9. Les engagements des Parties en matière d'élimination et/ou de réduction des droits de douane sont inscrits dans leurs Listes respectives figurant à l'annexe 3-A de l'Accord. Les engagements sont exprimés par produit selon la nomenclature du Système harmonisé (SH) de 2017. Les taux de base applicables aux engagements de réduction correspondent au taux de droit de douane NPF appliqué le 1^{er} mars 2017, date de début du programme de réduction et/ou d'élimination des droits de douane. La première étape des réductions tarifaires est intervenue à la date d'entrée en vigueur de l'Accord (10 août 2019). Les réductions annuelles ultérieures interviennent le 1^{er} janvier de chaque année suivante, comme indiqué dans les Listes respectives des Parties.

3.10. L'article 3.9 porte sur les implications éventuelles des modifications périodiques ou de la transposition du SH.

3.11. L'annexe 3-A (sections 1 et 2) contient des notes générales pour la Liste de chaque Partie. Elle établit, pour chaque Partie, la catégorie à laquelle appartient le produit concerné aux fins de la réduction et/ou de l'élimination des droits de douane. Pour chaque catégorie, le nombre d'étapes à suivre est indiqué, ainsi que les réductions respectives convenues, formulées en termes de marge de préférence (en pourcentage).

3.12. La Liste du Chili comporte cinq catégories. Les droits sont éliminés dès l'entrée en vigueur de l'Accord pour la catégorie EIF; en 5 étapes pour la catégorie NT1, les droits de douane étant éliminés 4 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord (1^{er} janvier 2023); en 7 étapes pour la catégorie NT2, les droits de douane étant éliminés 6 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord (1^{er} janvier 2025); et en 5 étapes pour la catégorie SL, la deuxième réduction intervenant 4 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord et les droits de douane étant réduits de moitié 10 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord (1^{er} janvier 2029). Enfin, la quatrième catégorie (EX) comprend les produits qui sont exclus de toute réduction et/ou élimination des droits de douane.

3.13. La Liste de l'Indonésie comporte neuf catégories. Les catégories EIF, NT1 et NT2 suivent les mêmes modalités d'élimination que pour le Chili. La catégorie NT3 comprend les produits pour lesquels la réduction tarifaire s'effectue en 10 étapes, les droits de douane étant éliminés 9 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord (1^{er} janvier 2028). La catégorie SL1 comprend les produits pour lesquels la réduction tarifaire s'effectue en trois étapes, les réductions intervenant, dès l'entrée en

⁸ S'agissant du Chili: https://www.aduana.cl/importaciones-de-productos/aduana/2007-02-28/161116.html#vtxt_cuerpo_T4. S'agissant de l'Indonésie: <https://intr.insw.go.id/> et <https://e-ska.kemendag.go.id/> (page spécifiquement consacrée à la procédure électronique de certification de l'origine).

vigueur, cinq et neuf ans après l'entrée en vigueur de l'Accord et les droits de douanes étant finalement réduits de 30% neuf ans après l'entrée en vigueur de l'Accord (1^{er} janvier 2028). La catégorie SL2 comprend les produits pour lesquels la réduction tarifaire s'effectue en 5 étapes, les réductions intervenant, respectivement, à l'entrée en vigueur de l'Accord puis 4, 6, 8 et 10 ans après son entrée en vigueur, et les droits de douane étant finalement réduits de moitié 10 ans après l'entrée en vigueur de l'Accord (1^{er} janvier 2029). Les catégories HSL1 et HSL2 prévoient des réductions progressives aboutissant à des droits de douane définitifs correspondant, respectivement, à 25% du taux de base (1^{er} janvier 2030 pour la catégorie HSL1) et 35% du taux de base (1^{er} janvier 2031 pour la catégorie HSL2). Enfin, la catégorie EX comprend les produits qui sont exclus de toute réduction et/ou élimination des droits de douane.

3.1.2.1.1 Chili

3.14. Le tableau 3.1 présente le calendrier d'élimination des droits au regard des lignes tarifaires et des importations, tel qu'appliqué par le Chili aux importations en provenance d'Indonésie. Les droits NPF appliqués par le Chili en 2019 concernaient 8 561 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (SH2007). Toutes les lignes tarifaires étaient soumises à des droits *ad valorem*. En 2019, 36 lignes étaient en franchise de droits sur une base NPF, représentant 0,4% de l'ensemble du tarif douanier du Chili, ce qui correspondait à une part négligeable de ses importations en provenance d'Indonésie pendant la période 2016-2018. Après l'entrée en vigueur de l'Accord, les importations en provenance d'Indonésie visées par 6 676 lignes supplémentaires (78% du tarif douanier du Chili) ont été admises en franchise de droits. En conséquence, 78,4% du tarif douanier du Chili était en franchise de droits pour les importations en provenance d'Indonésie en 2019, ce qui correspondait à 64,3% de ces importations en 2016-2018. La libéralisation tarifaire devrait se poursuivre en 2023 (179 lignes) et en 2025 (786 lignes). À la fin de la période de mise en œuvre (2025), 7 677 lignes tarifaires, soit 89,7% du tarif douanier du Chili, seront en franchise de droits pour ces importations, ce qui correspond à 93,5% des importations chiliennes en provenance d'Indonésie. Au total, 884 lignes tarifaires, qui représentent 10,3% du tarif douanier du Chili et 6,5% de ses importations en provenance d'Indonésie, resteront passibles de droits.

Tableau 3.1 Chili: engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% de l'ensemble des lignes du tarif douanier du Chili	Valeur des importations du Chili en provenance d'Indonésie (2016-2018) millions d'USD	% des importations totales du Chili en provenance d'Indonésie 2016-2018
En franchise de droits (NPF) en 2019	36	0,4	0,0	0,0
2019	6 676	78,0	118,4	64,3
2023	179	2,1	38,1	20,7
2025	786	9,2	15,8	8,6
Restent passibles de droits	884	10,3	11,9	6,5
Total	8 561	100,0	184,3	100,0

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités chiliennes et de la BDI de l'OMC.

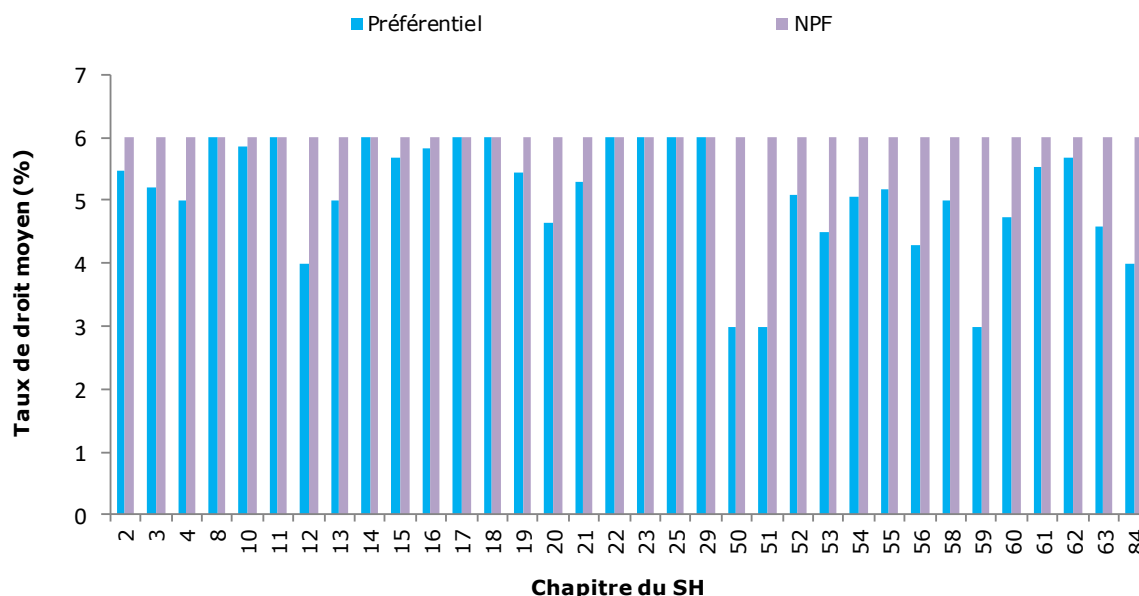
3.15. Le tableau 3.2 présente l'élimination des droits de douane du Chili, par section du SH. Les 884 lignes qui resteront passibles de droits après la fin de la période de mise en œuvre concernent les sections I (Animaux vivants), II (Produits du règne végétal), III (Graisses animales et végétales), IV (Préparations alimentaires et boissons), V (Produits minéraux), VI (Produits chimiques), VII (Matières plastiques), XIX (Armes et munitions) et XVI (Machines et appareils), avec des droits moyens finals s'étalant entre 4% et 6%. Le graphique 3.1 indique la moyenne finale des droits non nuls par chapitre du SH comparée aux taux NPF. Le taux préférentiel moyen des droits non nuls est inférieur au taux NPF appliqué pour la plupart des chapitres du SH (à l'exception des chapitres 7, 9, 12, 15, 16 et 20 à 23 du SH), ce qui révèle des accès préférentiels aux marchés supplémentaires.

Tableau 3.2 Chili: élimination des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre total de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF 2019	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord			Nombre de lignes demeurant passibles de droits	Droit moyen définitif (lignes passibles de droits)
				2019	2023	2025		
I	6,0	1 004		640	19	188	157	5,3
II	6,0	716		607		29	80	5,8
III	6,0	72		33			39	5,7
IV	6,0	468		218	25	3	222	5,6
V	6,0	201	1	194		4	2	6,0
VI	6,0	1 432		1 321	8	102	1	6,0
VII	6,0	305		255	14	36		
VIII	6,0	80		77	3			
IX	6,0	162		141	3	18		
X	5,9	200	4	166	10	20		
XI	6,0	965		504	30	51	380	5,1
XII	6,0	60		53	6	1		
XIII	6,0	175		129	6	40		
XIV	6,0	58		58				
XV	6,0	625		408	11	206		
XVI	6,0	1 106	2	1 012	29	60	3	4,0
XVII	5,6	410	29	377	4			
XVIII	6,0	273		271		2		
XIX	6,0	21			1	20		
XX	6,0	221		205	10	6		
XXI	6,0	7		7				
Total	6,0	8 561	36	6 676	179	786	884	5,3

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités chiliennes.

Graphique 3.1 Chili: moyenne des taux appliqués aux lignes passibles de droits, par chapitre du SH

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités chiliennes.

3.1.2.1.2 Indonésie

3.16. Le tableau 3.3 présente le calendrier d'élimination des droits de l'Indonésie au regard des lignes tarifaires et des importations, en ce qui concerne les importations en provenance du Chili. Le tarif douanier appliqué par l'Indonésie en 2019 concernait 10 813 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (SH2017). La plupart des lignes tarifaires (99,75% du tarif douanier) étaient soumises à des droits *ad valorem*, alors que 27 lignes tarifaires étaient soumises à des droits spécifiques. En 2019, 1 301 lignes étaient en franchise de droits sur une base NPF, représentant 12% de l'ensemble du tarif douanier de l'Indonésie, ce qui correspondait à 46,3% des importations de l'Indonésie en provenance du Chili pendant la période 2016-2018. Après l'entrée en vigueur de l'Accord, les importations en provenance du Chili visées par 4 661 lignes supplémentaires (43,1% du tarif douanier de l'Indonésie) ont été admises en franchise de droits. En conséquence, 55,1% du tarif douanier de l'Indonésie était en franchise de droits pour les importations en provenance du Chili en 2019, ce qui correspondait à 66,6% de la valeur de ces importations. Des droits de douane supplémentaires seront éliminés en 2023 (1 698 lignes), en 2025 (761 lignes) et en 2028 (887 lignes). À la fin de la période de mise en œuvre (2019), 9 308 lignes tarifaires, soit 86,1% du tarif douanier de l'Indonésie, seront en franchise de droits pour les importations en provenance du Chili, ce qui correspond à 93,9% de ces importations. Au total, 1 505 lignes tarifaires (13,9% du tarif douanier de l'Indonésie), soit 6,1% des importations de l'Indonésie en provenance du Chili, resteront passibles de droits.

Tableau 3.3 Indonésie: engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% de l'ensemble des lignes du tarif douanier de la Norvège	Valeur des importations de l'Indonésie en provenance du Chili (2016-2018) millions d'USD	% des importations totales de l'Indonésie en provenance du Chili 2016-2018
En franchise de droits (NPF) en 2019	1 301	12,0	49,1	46,3
2019	4 661	43,1	21,6	20,3
2023	1 698	15,7	18,4	17,4
2025	761	7,0	2,9	2,7
2028	887	8,2	7,7	7,3
Restent passibles de droits	1 505	13,9	6,4	6,1
Total	10 813	100,0	106,1	100,0

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités indonésiennes et de la BDI de l'OMC.

3.17. Le tableau 3.4 et le graphique 3.2 présentent respectivement l'élimination des droits de douane de l'Indonésie, par section du SH et par chapitre du SH. Les 1 505 lignes qui resteront passibles de droits après la fin de la période de mise en œuvre relèvent des différentes sections du SH, à l'exception des sections V, X, XIX et XXI. Le graphique 3.2 montre, par chapitre du SH, le taux préférentiel moyen des droits non nuls comparé au taux NPF appliqué. Pour la plupart des chapitres du SH, le taux préférentiel est inférieur au taux NPF et l'accès du Chili au marché indonésien est par conséquent amélioré. Dans quelques chapitres du SH, le taux préférentiel moyen et le taux NPF sont identiques.⁹ Les chapitres 11 et 37 ne comportent que des droits spécifiques et il n'est pas possible de calculer les taux préférentiels moyens ou les taux NPF.

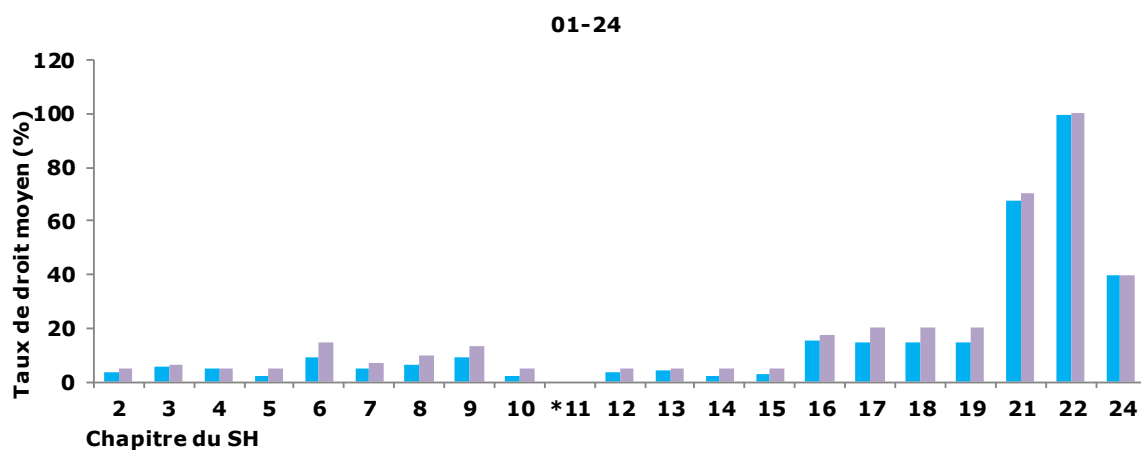
⁹ Il s'agit des chapitres 4 (produits laitiers), 24 (tabacs), 33 (huiles essentielles et résinoïdes, produits de la parfumerie et produits cosmétiques), 46 (ouvrages de sparterie ou de vannerie), 57 (tapis), 64 (chaussures) et 90 (instruments de précision) du SH.

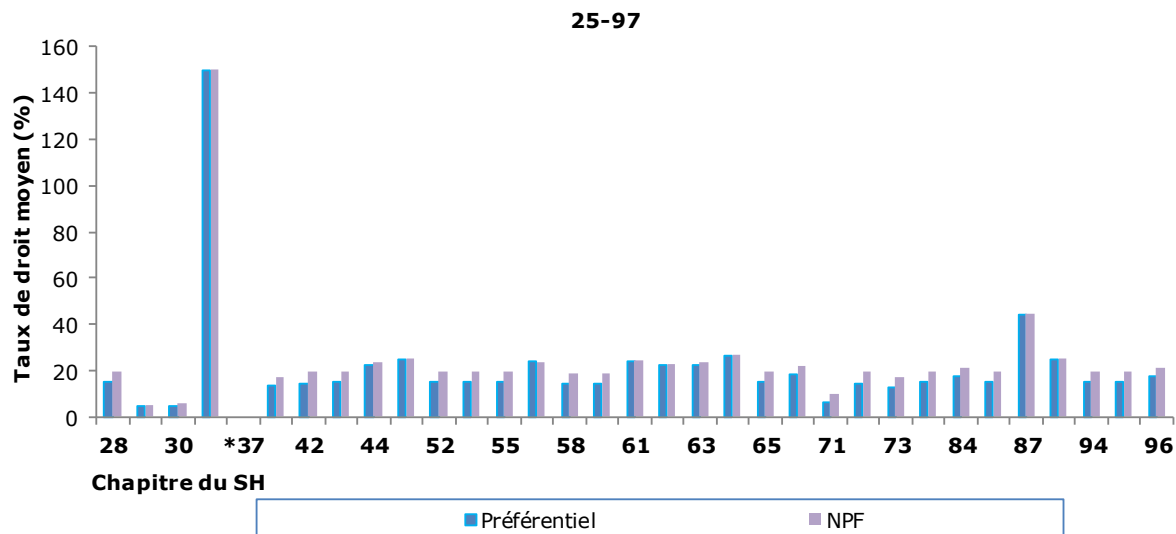
Tableau 3.4 Indonésie: Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre total de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF 2019	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord				Nombre de lignes demeurant passibles de droits	Droit moyen définitif (lignes passibles de droits)
				2019	2023	2025	2028		
I	5,3	589	33	238	56	64	46	152	4,8
II	5,3	491	52	201	48	78	33	79	6,6
III	4,3	175	25	139	1	2	2	6	2,9
IV	23,6	470	10	201	43	11	10	195	47,6
V	3,2	218	84	77	30	27			
VI	5,0	1 259	194	874	127	7	22	35	14,1
VII	9,3	565	8	148	129	128	117	35	13,5
VIII	8,6	91	31	32	4	1	2	21	14,6
IX	5,1	228	117	70	11		4	26	24,6
X	4,5	300	45	242	13				
XI	15,3	1 175	6	271	291	3	107	497	22,5
XII	16,4	84		24	14		11	35	26,3
XIII	9,2	250	2	145	53		7	43	18,1
XIV	7,0	86	18	30	21	1	14	2	6,5
XV	9,4	1 035	129	315	172	144	156	119	14,4
XVI	5,6	2 133	439	1 181	404	50	45	14	17,1
XVII	26,1	1 033	71	95	278	96	274	219	44,4
XVIII	5,6	326	30	240		51	4	1	25,0
XIX	6,0	30		27			3		
XX	10,7	267	5	106	3	97	30	26	15,8
XXI	4,4	8	2	5		1			
Total	10,1	10 813	1 301	4 661	1 698	761	887	1 505	24,9

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités indonésiennes.

Graphique 3.2 Indonésie: moyenne des taux appliqués aux lignes passibles de droits, par chapitre du SH



* visé uniquement par des droits spécifiques.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités indonésiennes.

3.1.3 Contingents tarifaires

3.18. Aucune des Parties n'a pris d'engagements en matière de contingents tarifaires.

3.2 Règles d'origine

3.19. Les disciplines relatives aux règles d'origine et aux procédures d'origine sont énoncées au chapitre 4.

3.20. Alors que la section A contient les règles d'origine proprement dites, l'annexe 4-A contient les règles d'origine par produit. La section B définit les procédures de certification opérationnelles et l'annexe 4-B décrit les renseignements minimaux requis devant figurer sur un certificat d'origine. Conformément à l'article 4.2 et aux fins de l'Accord, un produit est considéré originaire d'une Partie:

- a. s'il est entièrement obtenu ou produit sur le territoire d'une Partie lorsqu'il relève des catégories énumérées à l'article 4.3.¹⁰;
- b. s'il est produit entièrement sur le territoire d'une Partie, exclusivement à partir de matières originaires; ou
- c. s'il est produit sur le territoire d'une Partie, à partir de matières non originaires, à condition de satisfaire aux règles spécifiques par produit qui figurent à l'annexe 4-A de l'Accord;

et s'il satisfait aux autres dispositions applicables du chapitre 4.

3.21. Les règles par produit énoncées à l'annexe 4-A, selon lesquelles les matières utilisées doivent faire l'objet d'un changement de classification tarifaire ou d'une opération spécifique de fabrication ou de transformation, s'appliquent uniquement aux matières non originaires. En outre, lorsque l'annexe 4-A permet de choisir entre la teneur en valeur conférant l'origine, un changement de classification tarifaire, un processus de production spécifique ou une combinaison de ces critères, une Partie permet au producteur ou à l'exportateur du produit de décider quelle règle utiliser pour

¹⁰ L'article 4.3 contient la liste des produits considérés comme entièrement obtenus.

déterminer si le produit est originaire (article 4.4). La méthode de calcul de la teneur en valeur conférant l'origine d'un produit est définie à l'article 4.5.

3.22. Les disciplines relatives aux matières indirectes et aux opérations ou procédés minimes qui ne confèrent pas l'origine figurent à l'article 4.6 et 4.7, tandis que les règles applicables aux produits et matières fongibles, aux accessoires, pièces détachées, outils et instructions ou notices d'information, à la transformation des emballages, matières d'emballage et contenants, et à l'expédition directe sont précisées à l'article 4.10 à 4.13.

3.23. Le cumul de l'origine est régi par les dispositions de l'article 4.8. Les produits sont considérés originaires d'une Partie s'ils y sont obtenus par l'utilisation d'un produit originaire d'une Partie dans la transformation ou la production sur le territoire de l'autre Partie en tant que matière première pour des produits finis. Les Parties conviennent également de s'efforcer d'établir des dispositions concernant le cumul avec des tierces parties et leur mise en œuvre dans le cadre du Sous-comité des règles d'origine, qui est prévu à l'article 4.15.¹¹

3.24. À l'article 4.9, une règle de tolérance *de minimis* s'applique aux matières non originaires contenues dans un produit si la valeur de ces matières non originaires qui ne satisfont pas à la prescription de changement de classification tarifaire n'excède pas 10% de la valeur f.a.b. du produit, sauf pour les produits relevant des chapitres 50 à 63 du SH (produits textiles), pour lesquels la tolérance *de minimis* est fixée à 10% du poids total du produit.

3.25. L'article 4.14 et la section B du chapitre 4, complétés par l'annexe 4-B¹² régissent les procédures de certification opérationnelles. Le certificat d'origine est valable pendant un an à compter de la date de sa délivrance. Les Parties mettent en œuvre un système électronique de vérification du certificat d'origine et reconnaissent les signatures numériques. Le certificat est délivré par l'autorité compétente au moment de l'exportation ou dans les trois jours suivant l'expédition; dans certains cas, il peut être délivré rétroactivement et il n'est pas exigé pour les envois inférieurs à 200 USD f.a.b. Des visites de vérification peuvent être demandées par l'Autorité douanière de la Partie importatrice par l'intermédiaire de l'autorité compétente de la Partie exportatrice.

3.26. Le traitement tarifaire préférentiel peut être refusé si l'Autorité douanière de la Partie importatrice détermine que le produit importé ne satisfait pas aux critères de détermination d'un produit originaire; une détermination écrite est fournie à l'autorité compétente de la Partie exportatrice, conformément à la règle 11.ii relative à la détermination de l'origine et au traitement tarifaire préférentiel. Chaque Partie maintient également, conformément à ses lois et réglementations, des pénalités et sanctions appropriées contre ses exportateurs en cas de présentation de fausses déclarations ou de faux certificats d'origine.

3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation

3.27. L'Accord interdit l'adoption ou le maintien de toute interdiction ou restriction à l'exportation ou à la vente pour exportation d'un produit destiné à l'autre Partie, sauf en conformité avec l'article XI du GATT de 1994, qui est incorporé dans l'Accord et en fait partie intégrante (article 3.6). En outre, les Parties n'adoptent ni ne maintiennent des mesures non tarifaires à l'exportation d'un produit destiné au territoire de l'autre Partie, sauf conformément à leurs droits et obligations dans le cadre de l'Accord ou de l'Accord sur l'OMC. Les Parties veillent à la transparence des mesures non tarifaires autorisées et font en sorte qu'elles n'aient pas pour objet de créer des restrictions non nécessaires au commerce.

¹¹ Le mandat du Sous-Comité des règles d'origine comprend, entre autres, l'examen de la mise en œuvre et du fonctionnement du chapitre 4; l'identification des domaines à améliorer pour faciliter le commerce des marchandises entre les Parties; et la mise à jour, le cas échéant, de l'annexe 4-A sur la base de la transposition du SH.

¹² L'annexe 4-B contient un modèle de certificat d'origine à utiliser dans le cadre de l'Accord pour bénéficier de préférences.

3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises

3.5 Normes

3.5.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.28. Le chapitre 6 contient les disciplines relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) destinées à faciliter les échanges entre les Parties tout en protégeant la santé et la vie des personnes et des animaux et en préservant les végétaux; à soutenir et renforcer la mise en œuvre de l'Accord SPS de l'OMC et des normes, directives et recommandations internationales applicables¹³; à fournir des moyens d'améliorer la communication, la coopération et la résolution des problèmes dans le domaine SPS entre les Parties; et à renforcer la compréhension mutuelle des réglementations et procédures SPS de chaque Partie (article 6.2). Les Parties affirment leurs droits et obligations à l'égard l'une de l'autre dans le cadre de l'Accord SPS de l'OMC (article 6.4).

3.29. Les dispositions en matière de transparence réaffirment les disciplines de l'Accord SPS de l'OMC (article 6.5). En outre, l'Accord fait également référence, respectivement, à l'article 4 de l'Accord SPS de l'OMC sur la détermination de l'équivalence (article 6.7), l'adaptation de la détermination aux conditions régionales (article 6.6) et l'application du principe de l'évaluation des risques (article 6.8).

3.30. À la demande d'une Partie, des consultations sur toute question SPS sont engagées dans le cadre du Sous-comité des mesures sanitaires et phytosanitaires établi en vertu de l'article 6.10. Une assistance est fournie par les points de contact établis en vertu de l'article 6.11.¹⁴ Si les consultations ne permettent pas de régler la question, la procédure de règlement des différends figurant au chapitre 12 peut être utilisée.

3.31. Pour faciliter l'application du chapitre 6, les Parties conviennent de s'efforcer à renforcer leur coopération, leur collaboration et leur partage de renseignements concernant les questions SPS d'intérêt mutuel (article 6.12).

3.5.1.1 Obstacles techniques au commerce

3.32. Le chapitre 7 contient les disciplines relatives aux obstacles techniques au commerce (OTC), qui s'appliquent à tous les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité qui pourraient affecter, directement ou indirectement, le commerce des marchandises entre les Parties. Cependant, le chapitre exclut les mesures SPS, qui sont visées par le chapitre 6. Les spécifications en matière d'achat qui sont élaborées par des organismes gouvernementaux pour les besoins de la production ou de la consommation d'organismes gouvernementaux sont également exclues du champ d'application du chapitre 7.

3.33. L'Accord incorpore l'Accord OTC de l'OMC (article 7.5) et prévoit, dans son article 7.6 à 7.8, des disciplines spécifiques sur l'utilisation des normes, lignes directrices et recommandations internationales, ainsi que des disciplines énonçant que l'équivalence des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité doit être envisagée de manière positive. Les Parties conviennent également de coopérer dans les domaines des normes, des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité, en particulier, pour identifier les initiatives bilatérales adaptées à des questions ou des secteurs particuliers (article 7.4).

3.34. Afin de renforcer la coopération dans le domaine de la réglementation¹⁵, les Parties peuvent conclure ou modifier les modalités d'application du chapitre 7 fixant les principes et procédures convenus relatifs aux règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité applicables à leurs échanges bilatéraux. Des efforts sont faits pour incorporer aux modalités d'application toute modalité existante concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la

¹³ Telles que celles élaborées par les organisations internationales compétentes (OIE, CIPV et Codex Alimentarius).

¹⁴ L'article 6.11 fait également référence à l'annexe 6-A qui énumère les autorités compétentes des Parties chargées de la mise en œuvre des mesures visées au chapitre 6. Les points de contact chargés des communications entre les Parties sont indiqués à l'annexe 6-B.

¹⁵ Conformément au chapitre 11 (administration).

conformité spécifique à un secteur et spécifiquement applicable aux échanges entre les Parties (article 7.12).

3.35. Les dispositions en matière de transparence relatives à la publication de renseignements concernant les projets de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité qu'une Partie pourrait proposer figurent à l'article 7.9.

3.36. L'Accord contient des règles relatives aux consultations concernant les questions relatives aux OTC (article 7.10). Si les consultations ne permettent pas de régler la question, les procédures de règlement des différends figurant au chapitre 12 peuvent être utilisées. Des possibilités de coopération technique sont également identifiées (article 7.11).

3.37. Un Sous-Comité des obstacles techniques au commerce est établi en vertu de l'article 7.13 pour, entre autres, suivre la mise en œuvre et l'administration du chapitre 7; renforcer la coopération en matière de développement et d'amélioration des normes, règlements techniques ou procédures d'évaluation de conformité; et revoir le chapitre 7 à la lumière des faits nouveaux survenus dans le cadre de l'Accord OTC et élaborer des recommandations pour le modifier en conséquence.¹⁶ Des points de contacts sont désignés¹⁷ (article 7.14).

3.5.2 Mécanismes de sauvegarde

3.5.2.1 Sauvegardes globales

3.38. Les droits et obligations des Parties en matière de sauvegardes globales, régis par les disciplines figurant à l'article XIX du GATT de 1994 et dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, sont maintenus (article 8.1). Les actions prises au titre de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes ne seront pas visées par le chapitre 12 (règlement des différends).

3.39. À la demande d'une Partie, l'autre Partie informe dans les moindres délais la Partie requérante de l'ouverture de toute enquête en matière de mesures de sauvegarde globales et des raisons pour lesquelles cette enquête a été ouverte. La notification intervient au plus tard sept jours après la demande.

3.5.2.2 Sauvegardes bilatérales

3.40. L'Accord ne contient pas de disciplines relatives aux sauvegardes bilatérales.

3.5.2.3 Mesures de sauvegarde liées aux difficultés en matière de balance des paiements

3.41. Les Parties conviennent de s'efforcer de s'abstenir de prendre des mesures restrictives pour remédier à leurs difficultés en matière de balance des paiements. Néanmoins, si une telle mesure est prise par une Partie, elle doit être conforme aux droits et obligations de cette dernière au titre du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord correspondant de l'OMC. L'article 13.4 contient des disciplines, correspondant partiellement aux dispositions pertinentes de l'OMC, pour l'application des

¹⁶ L'annexe 7-A complète l'article 7.13.

¹⁷ S'agissant du Chili, le point de contact est la Direction générale chilienne des relations économiques bilatérales. Le Chili indique que, pour des demandes de renseignements spécifiques sur la mise en œuvre de ce chapitre, il convient d'adresser les questions au responsable de la Division des affaires réglementaires, M. Gastón Fernández (gfernandez@subrei.gob.cl) et au responsable de la Division Asie et Océanie, Mme Tania Pierotic (tpierotic@subrei.gob.cl). S'agissant de l'Indonésie, les points de contact sont les suivants: a) le responsable adjoint de l'application des normes et des procédures d'évaluation de la conformité (ou de l'organisme successeur) de l'Agence nationale de normalisation indonésienne (BSN), BPPT 1 Building, Jl. MH Thamrin n° 8, Kebon Sirih, Jakarta Centre, téléphone: 021-3927422; b) le responsable du Bureau de la coopération (ou de l'organisme successeur) de l'Autorité indonésienne des produits alimentaires et pharmaceutiques, Jl. Percetakan Negara n° 29 RT.23/RW 7, Jakarta Centre, téléphone: 021-1500533; c) le responsable du Centre de normalisation industrielle (ou de l'organisme successeur) du Ministère de l'industrie, Jl. Gatot Subroto n° 52-53, RT 1/RW4, Kuningan, Jakarta Sud, téléphone: 021- 52255509; et d) le Directeur de la normalisation et du contrôle de la qualité (ou de l'organisme successeur) du Ministère du commerce, Jl. Raya Bogor N° 26 RT 2/RW 8, Ciracas, Jakarta Est, téléphone: 021-8710321.

dispositions relatives à la balance des paiements. Les obligations de notification sont également liées à l'utilisation de ces droits.

3.5.3 Mesures antidumping et mesures compensatoires

3.42. Les droits et obligations des Parties en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, régis par les disciplines figurant dans l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping de l'OMC) et l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, sont maintenus (article 8.2). Les mesures antidumping prises conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à l'Accord antidumping de l'OMC ou les mesures compensatoires prises conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires ne sont pas visées par le chapitre 12 (règlement des différends).

3.5.4 Subventions et aides publiques

3.43. Les disciplines énoncées à l'article 8.2 font uniquement référence aux mesures compensatoires et ne couvrent pas les subventions.

3.44. Les Parties conviennent de ne pas introduire ni maintenir de subventions à l'exportation quelconques pour les produits agricoles (article 3.8).

3.45. L'Accord ne comprend aucune disposition sur les aides publiques.

3.5.5 Procédures douanières et facilitation des échanges

3.46. Si d'autres chapitres contiennent un certain nombre de dispositions en matière douanière, le chapitre 5 porte spécifiquement sur les procédures et la coopération douanières. Les objectifs de ce chapitre sont de simplifier et d'harmoniser, dans la mesure du possible, les procédures douanières des Parties; d'assurer la cohérence, la prévisibilité et la transparence dans l'application de leurs lois douanières; de garantir le dédouanement et la mise en circulation efficaces et rapides des marchandises; et de faciliter les échanges entre les Parties (article 5.2). Les Parties conviennent que l'article VII du GATT de 1994 et l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane régissent la détermination de la valeur en douane des marchandises échangées avec l'autre Partie (article 5.4). Si chaque Partie veille à ce que ses procédures et pratiques douanières soient prévisibles, cohérentes et transparentes et facilitent les échanges, les Parties s'engagent également à se conformer aux normes et pratiques recommandées de l'Organisation mondiale des douanes, lorsque cela est possible. L'administration des douanes de chaque Partie procède, dans la mesure du possible, au réexamen de ses procédures et pratiques douanières en vue de les simplifier aux fins de la facilitation des échanges (article 5.5). À l'article 5.6 à 5.9, les Parties conviennent de disciplines relatives aux procédures pour le dédouanement efficace des marchandises; à l'utilisation de méthodes de gestion des risques; à l'application de décisions anticipées sur le classement tarifaire et de critères d'évaluation; et à l'existence pour les importateurs de procédures de réexamen et de recours des décisions administratives de l'administration douanière. L'article 5.10 et 5.11 contient des dispositions spécifiques en matière de transparence concernant la publication des lois, règlements et procédures administratives générales en matière douanière appliqués par les autorités douanières; la désignation de points d'information concernant les questions douanières; et la confidentialité.

3.47. La coopération douanière est encouragée (article 5.12).

4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

4.1 Transparence

4.1. Alors que plusieurs chapitres contiennent des dispositions en matière de transparence spécifiques à certaines questions, le chapitre 10 contient des disciplines générales en matière de transparence qui concernent la communication de renseignements, les procédures administratives et la révision et le recours. Des points de contact sont désignés par les Parties pour faciliter la communication entre elles sur toute question sur laquelle porte l'Accord (article 10.2, complété par l'annexe 10-A).

4.2. L'Accord régit également la divulgation, ou la non-divulgation, de renseignements dans certaines situations (article 13.5).

4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux

4.3. L'Accord ne contient aucune disposition spécifique relative aux paiements courants et aux mouvements de capitaux.

4.3 Exceptions

4.4. Les exceptions sont régies par les dispositions figurant au chapitre 13.

4.3.1 Exception générale

4.5. S'agissant du commerce des marchandises (chapitres 3 à 7), l'article XX du GATT de 1994 s'applique à l'Accord, auquel il est incorporé et dont il fait partie intégrante.

4.3.2 Exception concernant la sécurité

4.6. Le libellé de l'article 13.2 s'inspire de l'article XXI du GATT de 1994. Les mesures prises/ou la cessation d'une mesure par une Partie si elle le juge nécessaire pour la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, ou en application de ses engagements au titre de la Charte des Nations Unies, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sont notifiées dans toute la mesure du possible à l'autre Partie.

4.3.3 Mesures fiscales

4.7. Aucune disposition de l'Accord ne s'applique aux mesures fiscales. Néanmoins, les dispositions de l'Accord s'appliquent aux mesures fiscales dans la même mesure seulement que l'article III du GATT de 1994.

4.8. Aucune disposition de l'Accord n'a pour effet de modifier les droits et obligations de l'une ou l'autre Partie en vertu d'une convention fiscale. En cas d'incompatibilité entre l'Accord et une convention fiscale, celle-ci prévaut dans la mesure de l'incompatibilité. Au cas où il existerait une convention fiscale entre les Parties, si une question est soulevée quant à savoir s'il y a une incompatibilité entre l'Accord et la convention fiscale, la question est renvoyée aux autorités désignées à l'article 13.3.¹⁸

4.4 Adhésion et retrait

4.9. Bien que l'Accord ne contienne aucune disposition concernant l'adhésion, il prévoit une procédure de dénonciation en vertu de laquelle une Partie peut dénoncer l'Accord par notification écrite à l'autre Partie, à la suite de quoi l'Accord s'éteint dans un délai de 180 jours (article 14.4).

4.5 Cadre institutionnel

4.10. L'Accord établit la Commission conjointe de l'Accord de partenariat global et renforcé Indonésie-Chili (IC-CEPA) (ci-après la "Commission conjointe") chargée, entre autres, d'examiner toute question relative à la mise en œuvre ou au fonctionnement de l'Accord et de procéder au réexamen général de l'Accord prévu à l'article 14.5 (article 11.1).

4.11. Un Comité du commerce des marchandises est établi par l'article 3.11, ainsi que quatre Sous-Comités relevant de celui-ci pour traiter des règles d'origine, des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), des obstacles techniques au commerce (OTC) et de la coopération. Le Comité du commerce des marchandises surveille la mise en œuvre et le fonctionnement des chapitres 3 (commerce des marchandises), 4 (règles d'origine), 6 (SPS), 7 (OTC) et 9 (coopération).

¹⁸ Dans le cas du Chili, le Ministre des finances ou le représentant autorisé du Ministre. Dans le cas de l'Indonésie, le Ministre des finances ou son représentant autorisé.

4.12. La Commission conjointe supervise et coordonne le travail des sous-comités susmentionnés. Elle peut également établir tout comité ou sous-comité qu'elle juge approprié pour la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord. Les procédures de la Commission sont régies par l'article 11.2. Celle-ci établit également ses propres règles et procédures.

4.6 Règlement des différends

4.13. Le chapitre 12 établit un mécanisme pour le règlement des différends survenant entre les Parties. Il s'applique en vue d'éviter ou de régler les différends concernant la mise en œuvre, l'interprétation ou l'application de l'Accord. Les Parties sont encouragées à chacune des étapes du différend à faire tout leur possible pour parvenir à une solution mutuellement convenue. Les procédures de règlement des différends prévues au chapitre 12 ne s'appliquent pas aux disciplines énoncées dans le chapitre 9 (coopération).

4.14. Les différends portant sur toute question soulevée au titre de l'Accord et d'un autre accord international, y compris l'Accord sur l'OMC, peuvent être réglés devant l'une ou l'autre instance, au gré de la Partie plaignante. Une fois qu'une instance a été choisie pour traiter la question, elle sera utilisée à l'exclusion de l'autre en ce qui concerne l'objet du litige (article 12.4).

4.15. Un groupe spécial établi en vertu du chapitre 12 interprète l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation des traités du droit international public. En ce qui a trait aux dispositions prévues par l'Accord sur l'OMC qui ont été incorporées dans l'Accord, le groupe spécial examine également les interprétations pertinentes dans les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC adoptés par l'Organe de règlement des différends de l'OMC.

4.16. Reposant en grande partie sur les règles et disciplines du Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends, l'article 12.5 à 12.13 porte sur les aspects procéduraux du mécanisme de règlement des différends applicable en vertu de l'Accord, et en particulier les consultations, les bons offices, la conciliation et la médiation, l'établissement des groupes spéciaux arbitraux, leur mandat, leur composition, leurs fonctions, la suspension ou la clôture des procédures et les rapports des groupes spéciaux. Si les Parties ne parviennent pas à régler le différend par voie de consultations dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de consultations (ou 30 jours en cas d'urgence), la partie plaignante peut demander l'établissement d'un groupe spécial arbitral. Le groupe spécial présente son rapport dans un délai de 180 jours (60 jours en cas d'urgence) et le projet de rapport aux Parties au plus tard 30 jours avant la date limite pour l'achèvement du rapport final. Le groupe spécial ménagera aux Parties des possibilités adéquates de formuler des observations.

4.17. L'article 12.14 et 12.15 porte sur la mise en œuvre du rapport du groupe spécial et la possibilité d'un examen de conformité, tandis que l'article 12.16 porte sur la non-application, la compensation et la suspension de concessions et d'autres obligations. Ces disciplines reposent sur des disciplines similaires élaborées dans le cadre du Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends. Il n'existe toutefois pas d'instance d'appel dans le cadre du mécanisme de règlement des différends établi en vertu de l'Accord.

4.18. La Commission conjointe décide des détails des règles et procédures¹⁹ des groupes spéciaux arbitraux établis en vertu du chapitre 12.

4.7 Relations avec d'autres accords conclus par les Parties

4.19. Dans le préambule et à l'article 1.2, les Parties réaffirment leurs droits et obligations respectifs au titre de l'Accord sur l'OMC et d'autres accords internationaux auxquels elles sont parties. En cas d'incompatibilité alléguée entre l'Accord et les accords susmentionnés, les Parties conviennent de se consulter en vue de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante. Cela est sans préjudice des droits et obligations des Parties au titre du chapitre 12 (règlement des différends).

¹⁹ Les délais ou autres règles et procédures des groupes spéciaux arbitraux peuvent être modifiés par consentement mutuel des Parties. Les Parties peuvent également convenir à tout moment de ne pas appliquer une disposition du chapitre 12 (article 12.18). Les Parties font savoir que, en raison de la pandémie de COVID-19, la Commission conjointe ne s'est pas réunie à ce jour.

4.20. Le tableau 4.1 ci-après montre la participation des Parties à des ACR, notifiés ou non, autres que l'Accord.

Tableau 4.1 Chili et Indonésie: participation à d'autres ACR (notifiés ou non notifiés, en vigueur), au 11 août 2020

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur ^a	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition OMC
Chili				
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)	Pas encore en vigueur ^b	Marchandises et services	2018	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Alliance du Pacifique	01/05/2016	Marchandises et services	2016	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Thaïlande	05/11/2015	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Hong Kong, Chine-Chili	09/10/2014	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Viet Nam	01/01/2014	Marchandises	2015	Article XXIV du GATT
Chili-Nicaragua (Chili-Amérique centrale)	19/10/2012	Marchandises et services	2013	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Malaisie	18/04/2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Turquie-Chili	01/03/2011	Marchandises	2011	Article XXIV du GATT
Chili-Guatemala (Chili-Amérique centrale)	23/03/2010	Marchandises et services	2012	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Colombie	08/05/2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT, et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Australie-Chili	06/03/2009	Marchandises et services	2009	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Pérou-Chili	01/03/2009	Marchandises et services	2011	Article XXIV du GATT, et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Chili-Honduras (Chili-Amérique centrale)	19/07/2008	Marchandises et services	2011	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Panama-Chili	07/03/2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Japon	03/09/2007	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Inde	17/08/2007	Marchandises	2009	Clause d'habilitation
Accord de partenariat économique stratégique transpacifique	08/11/2006	Marchandises et services	2007	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Chine	01/10/2006	Marchandises	2007	Article XXIV du GATT
AELE-Chili	01/08/2010	Services	2010	Article V de l'AGCS
	01/12/2004	Marchandises et services	2004	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
République de Corée-Chili	01/04/2004	Marchandises et services	2004	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
États-Unis-Chili	01/01/2004	Marchandises et services	2003	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Chili	01/02/2003	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
	01/03/2005	Services	2005	Article V de l'AGCS
Chili-El Salvador (Chili-Amérique centrale)	01/06/2002	Marchandises et services	2004	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Chili-Costa Rica (Chili-Amérique centrale)	15/02/2002	Marchandises et services	2002	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Association latino-américaine d'intégration (ALADI)-Adhésion de Cuba	26/08/1999	Marchandises	1999	Clause d'habilitation
Chili-Mexique	01/08/1999	Marchandises et services	2001	Article XXIV du GATT, et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Canada-Chili	05/07/1997	Marchandises et services	1997	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19/04/1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
Association latino-américaine d'intégration (ALADI)	18/03/1981	Marchandises	1982	Clause d'habilitation
Protocole concernant les négociations commerciales (PNC)	11/02/1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
Chili-Équateur [ALADI, AAP.CE n° 65]	25/01/2010	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Chili-Cuba [ALADI, AAP.CE n° 42]	27/06/2008	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur ^a	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition OMC
MERCOSUR-Chili [ALADI, AAP.CE n° 35]	01/10/1996 19/06/2011	Marchandises Services	2020 Non notifié	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI-Semences [ALADI, AAP.AG n° 2]	18/06/1993	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Chili-État plurinational de Bolivie [ALADI, AAP.CE n° 22]	06/04/1993	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Chili-République bolivarienne du Venezuela [ALADI, AAP.CE n° 23]	02/04/1993	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Chili-Argentine [ALADI, AAP.CE n° 16]	02/08/1991	Marchandises Services	2020 Non notifié	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI-Biens culturels [ALADI, AAR.CEYC n° 7]	01/01/1989	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI-Préférences en faveur du Paraguay [ALADI, AAR.AM n° 3]	01/07/1984	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI-Préférences en faveur de l'Équateur [ALADI, AAR.AM n° 2]	01/05/1983	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI-Préférences en faveur de l'État plurinational de Bolivie [ALADI, AAR.AM n° 1]	01/05/1983	Marchandises	2020	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Chili-Uruguay [ALADI, AAP.CE n° 73]	13/12/2018	Marchandises et services		
ALADI-Adhésion du Panama	03/05/2012	Marchandises	Non notifié	
INDONÉSIE				
Indonésie-Pakistan	01/09/2013	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande	01/01/2010	Marchandises et services	2010	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
ASEAN-Inde	01/01/2010 01/07/2015	Marchandises Services	2010 2015	Clause d'habilitation Article V de l'AGCS
ASEAN-Japon	01/12/2008	Marchandises	2009	Article XXIV du GATT
ASEAN- République de Corée	01/01/2010 14/10/2010	Marchandises Services	2010	Article XXIV du GATT, Clause d'habilitation et article V de l'AGCS
Japon-Indonésie	01/07/2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
ASEAN-Chine	01/01/2005 01/07/2007	Marchandises Services	2005 2008	Clause d'habilitation Article V de l'AGCS
Zone de libre-échange de l'ASEAN	01/01/1993	Marchandises	1992	Clause d'habilitation
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19/04/1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
ASEAN-Hong Kong, Chine	11/06/2019	Marchandises et services	Non notifié	
Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS)	12/08/1998	Services	Non notifié	
ACPr du Groupe des 8 pays en développement	2016 ^c	Marchandises	Non notifié	

a Date d'entrée en vigueur pour l'une au moins des Parties.

b Le PTPGP est entré en vigueur pour l'Australie, le Canada, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et Singapour le 30 décembre 2018 et pour le Viet Nam le 14 janvier 2019. Il n'est pas encore entré en vigueur pour le Chili.

c Le Groupe de huit pays en développement (D-8) est une organisation de coopération pour le développement entre les pays suivants: Bangladesh, Égypte, Indonésie, Iran, Malaisie, Nigéria, Pakistan et Turquie.

Note: TM80 de l'ALADI: Traité de Montevideo de 1980 de l'ALADI. Pour les accords négociés dans le cadre de l'ALADI, la référence relative à l'ALADI figure entre crochets. Des détails concernant ces accords sont disponibles à l'adresse suivante: <http://aladi.org>.

Source: Secrétariat de l'OMC. De plus amples renseignements concernant ces accords et les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire figurent dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.

4.8 Marchés publics

4.21. L'Accord ne contient aucune disposition spécifique concernant les marchés publics. Toutefois, les Parties conviennent de coopérer dans le domaine des marchés publics, y compris en mettant à disposition leurs législations respectives et en échangeant des renseignements à leur sujet (article 9.7).

4.9 Droits de propriété intellectuelle

4.22. Des dispositions relatives aux indications géographiques (IG) figurent à l'article 3.10. Chaque Partie offre aux personnes de l'autre Partie le moyen de demander la protection d'indications géographiques. En outre, elle accepte les demandes, sans qu'il soit nécessaire qu'une Partie intervienne au nom de ses personnes.

4.23. Les annexes 3.10-A et 3.10-B contiennent les termes devant être considérés comme des IG²⁰ du Chili et de l'Indonésie. Ces termes sont protégés en tant qu'IG sur le territoire des Parties. Si une Partie le demande, la Commission peut décider d'ajouter des IG aux annexes ou d'en retirer.

4.24. En dehors des règles sur les IG, l'Accord ne contient aucune disposition spécifique concernant les droits de propriété intellectuelle. Toutefois, en vertu de l'article 9.8, les Parties conviennent que toute propriété intellectuelle résultant de la coopération au titre du chapitre 9 est réglementée selon des modalités convenues d'un commun accord, y compris, au minimum, la titularité, l'utilisation commerciale et non commerciale, les redevances et l'octroi de licences de propriété intellectuelle.

4.10 Concurrence

4.25. L'Accord ne contient aucune disposition spécifique concernant la concurrence, qui constitue cependant un domaine de coopération identifié au chapitre 9.

4.11 Environnement

4.26. L'Accord ne contient aucune disposition spécifique concernant l'environnement. Toutefois, en vertu de l'article 9.5, tout en convenant de respecter le droit de chaque Partie d'établir, de gérer et de faire respecter ses lois en matière d'environnement, les Parties conviennent d'appliquer effectivement ces lois et de ne pas abaisser le niveau de protection de l'environnement dans le but d'encourager les investissements ou de chercher à obtenir ou à renforcer un avantage commercial concurrentiel pour des producteurs ou des fournisseurs de services installés sur leur territoire. Elles conviennent également d'harmoniser leurs lois avec les accords multilatéraux sur l'environnement auxquels elles sont parties et de coopérer dans ce domaine.

4.12 Travail

4.27. L'Accord ne contient aucune disposition spécifique concernant le travail. Toutefois, les Parties conviennent de suivre les principes fondamentaux du Bureau international du travail (BIT), en particulier la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Tout en respectant le droit de chaque Partie d'établir, de gérer et de faire respecter ses lois en matière de travail, les Parties conviennent de ne pas chercher à encourager ou à obtenir un avantage en matière de commerce en affaiblissant ou en n'appliquant pas leur lois, réglementations et politiques en matière de travail, d'une manière affectant le commerce entre elles. Elles conviennent également de coopérer sur un certain nombre de questions énoncées à l'article 9.6.

4.13 Commerce électronique

4.28. L'Accord ne contient aucune disposition particulière sur le commerce électronique.

²⁰ Au sens de l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC.

4.14 Petites et moyennes entreprises (PME)

4.29. L'Accord ne porte pas en particulier sur les PME, bien que le chapitre 9 sur la coopération mentionne l'intérêt des Parties pour faciliter la coopération entre ces entités (voir la section ci-après).

4.15 Coopération

4.30. Au chapitre 9, les Parties conviennent de promouvoir la coopération dans le cadre de l'Accord dans leur intérêt mutuel afin de faciliter les échanges et les investissements entre elles et de favoriser le bien-être de leur population respective. La coopération entre des entités telles que les milieux d'affaires, y compris les micro, petites et moyennes entreprises et les milieux universitaires, est par conséquent encouragée et doit être facilitée (article 9.1). Au chapitre 9, les Parties identifient les domaines de coopération, qui incluent entre autres: la promotion et la facilitation des échanges et des investissements; la science, l'innovation et la recherche-développement; l'agriculture, la pêche, les produits de la mer et l'aquaculture, l'industrie alimentaire et la foresterie; les industries extractives et les secteurs liés; l'énergie; les PME; le tourisme; l'éducation et la valorisation du capital humain; les questions d'égalité des sexes liées au commerce; la logistique et le transport international; la politique de la concurrence; les technologies de l'information et de la communication; les chaînes de valeur mondiales; les questions environnementales liées au commerce; les questions relatives au travail liées au commerce; les marchés publics; la propriété intellectuelle; les secteurs stratégiques liés au commerce; les mesures SPS et OTC; le développement de produits durables; et d'autres domaines dont les Parties pourront convenir d'un commun accord (article 9.4). Une liste non exhaustive des formes de coopération figure à l'article 9.10. La coopération dans le domaine de la recherche-développement et de l'innovation se concentre sur des activités dans des secteurs dans lesquels il existe un intérêt mutuel et complémentaire (article 9.11). Les coûts de la coopération sont à la charge des Parties dans la limite de leurs capacités et de leurs propres moyens, et font l'objet d'une répartition équitable et convenue mutuellement entre les Parties (article 9.13).

4.31. Un Comité de la coopération est établi en vertu de l'article 9.12, entre autres, pour déterminer de nouveaux domaines de coopération et des activités de coopération, surveiller la mise en œuvre de la collaboration stratégique convenue par les Parties et examiner et surveiller la mise en œuvre et le fonctionnement du chapitre 9. Des points de contact pour la coopération sont également désignés par les Parties (article 9.14).

4.32. Le chapitre 12 (règlement des différends) ne s'applique pas aux disciplines figurant au chapitre 9.

ANNEXE 1**INDICATEURS DE LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE
DANS LE CADRE DE L'ACCORD****Le marché chilien**

1. Le tableau A1.1 ci-après présente une comparaison entre les taux de droits préférentiels applicables, suivant le calendrier d'élimination des droits de douane par le Chili sur les importations en provenance d'Indonésie et ses taux NPF à l'entrée en vigueur de l'Accord. En 2019, le taux NPF moyen appliqué par le Chili était de 6% et la part des lignes tarifaires en franchise de droits était de 0,4% (zéro et 0,6% pour les produits agricoles et les produits industriels). Les lignes tarifaires en franchise de droits NPF représentaient 0,4% de l'ensemble des lignes. À la date d'entrée en vigueur de l'Accord au Chili, les droits appliqués par le Chili aux importations en provenance d'Indonésie ont été ramenés à 1,2% pour l'ensemble des produits, et à 1,9% et 0,9% pour les produits agricoles et les produits industriels, respectivement. Par conséquent, les exportateurs indonésiens bénéficiaient d'une marge de préférence absolue de 4,8% par rapport au droit NPF en vigueur, de 4,1% pour les produits agricoles et de 5,1% pour les produits industriels. La part des lignes tarifaires en franchise de droits correspondant aux importations en provenance d'Indonésie équivalait à 78,4% pour l'ensemble des produits, 66,3% pour les produits agricoles et 82,7% pour les produits industriels. À la fin de la période de mise en œuvre, en 2029, les exportateurs indonésiens bénéficieront de taux de droits nuls sur 89,7% du tarif douanier du Chili (78% des produits agricoles et 93,9% des produits industriels).

Table A1.1 Chili: indicateurs des taux de droits appliqués et des taux préférentiels pour les importations en provenance d'Indonésie

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 01 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2019	6,0	6,0	0,4	6,0	6,0	0,0	6,0	6,0	0,6
Indonésie	2019	1,2	5,4	78,4	1,9	5,6	66,3	0,9	5,3	82,7
	2020	1,1	5,0	78,4	1,8	5,3	66,3	0,8	4,8	82,7
	2021	1,0	4,5	78,4	1,7	5,0	66,3	0,7	4,1	82,7
	2022	0,9	4,0	78,4	1,6	4,7	66,3	0,6	3,6	82,7
	2023	0,7	3,8	80,5	1,4	4,6	68,2	0,5	3,3	84,9
	2024	0,7	3,5	80,5	1,4	4,3	68,2	0,4	2,8	84,9
	2025	0,6	5,6	89,7	1,3	5,7	78,0	0,3	5,4	93,9
	2026	0,6	5,6	89,7	1,3	5,7	78,0	0,3	5,4	93,9
	2027	0,6	5,5	89,7	1,2	5,6	78,0	0,3	5,3	93,9
	2028	0,6	5,5	89,7	1,2	5,6	78,0	0,3	5,3	93,9
	2029	0,5	5,3	89,7	1,2	5,5	78,0	0,3	5,1	93,9

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités chiliennes.

2. Le tableau A1.2 ci-après montre l'accès supplémentaire aux marchés, résultant de l'entrée en vigueur de l'Accord, pour les 25 principaux produits exportés par l'Indonésie au niveau mondial. Pendant la période 2016-2018, ces 25 produits représentaient 48,5% des exportations totales de l'Indonésie et correspondaient à 45 lignes tarifaires au niveau à 8 chiffres du SH, parmi lesquelles aucune n'était en franchise de droits. Toutefois, à l'entrée en vigueur de l'Accord, en 2019, 39 lignes ont bénéficié de la franchise de droits. Trois autres lignes en bénéficieront en 2023. En 2025, 3 autres lignes tarifaires seront admises en franchise de droits, en conséquence de quoi aucune des 45 lignes tarifaires ne restera passible de droits.

Tableau A1.2 Chili: possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'Indonésie à destination du monde

Principaux produits exportés par l'Indonésie en 2016-2018			Conditions d'accès aux marchés d'importation du Chili					
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2019			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'accord		
			Taux NPF moyen appliqué (%)	Nombre de lignes		2019	2023	2025
				En franchise de droits	Passibles de droits			
151190	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	7,6	6,0		1	1		
270119	Houilles, même pulvérisées, mais non agglomérées	6,2	6,0		1	1		
270112	Houille bitumineuse, même pulvérisée, mais non agglomérée	4,0	6,0		3	3		
271111	Gaz naturel liquéfié	3,7	6,0		1	1		
270900	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	3,1	6,0		2	2		
400122	Caoutchoucs techniquement spécifiés (TSNR)	2,4	6,0		1	1		
151110	Huile de palme brute	2,3	6,0		1	1		
260300	Minerais de cuivre et leurs concentrés	2,2	6,0		1	1		
711319	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux autres que l'argent	1,7	6,0		1	1		
271121	Gaz naturel à l'état gazeux	1,6	6,0		1	1		
270210	Lignite, même pulvérisés, mais non agglomérés	1,5	6,0		1	1		
441231	Bois contre-plaqués constitués exclusivement de feuilles de bois	1,5	6,0		1			1
470329	Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, mi-blanchies ou blanchies, autres que de conifères	1,3	6,0		2	2		
710812	Or, y compris l'or platiné, sous formes brutes, à usage non monétaire	1,0	6,0		2	2		
382319	Acides gras monocarboxyliques industriels; huiles acides de raffinage	1,0	6,0		1	1		
151329	Huiles de palmiste ou de babassu et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	1,0	6,0		1	1		
800110	Étain sous forme brute, non allié	0,8	6,0		1	1		
401110	Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour les voitures de tourisme, y compris les voitures du type "break" et les voitures de course	0,8	6,0		1		1	
030617	Crevettes congelées, même fumées, même décortiquées, y compris les crevettes non décortiquées, cuites à l'eau ou à la vapeur	0,8	6,0		9	7		2
870322	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles	0,8	6,0		5	5		
640319	Chaussures de sport à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel	0,7	6,0		1	1		
480256	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, des types utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés	0,7	6,0		2	2		

Principaux produits exportés par l'Indonésie en 2016-2018			Conditions d'accès aux marchés d'importation du Chili					
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2019			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'accord		
			Taux NPF moyen appliqué (%)	Nombre de lignes		2019	2023	2025
				En franchise de droits	Passibles de droits			
640411	Chaussures de sport; chaussures dites de tennis, de basket-ball, de gymnastique, d'entraînement et chaussures similaires à semelles extérieures en caoutchouc ou matière plastique et dessus en matières textiles	0,7	6,0		1		1	
720260	Ferronickel	0,7	6,0		1	1		
844331	Machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau	0,6	6,0		3	2	1	
Total		48,5		0	45	39	3	3

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités chiliennes et de la base de données Comtrade de la DSNU.

Le marché indonésien

3. Le tableau A1.3 présente une comparaison entre les taux de droits préférentiels applicables, suivant le calendrier d'élimination des droits de douane par l'Indonésie sur les importations en provenance du Chili et ses taux NPF à l'entrée en vigueur de l'Accord. En 2019, le taux NPF moyen appliqué par l'Indonésie était de 10,1% dans l'ensemble (10,1% pour les produits agricoles et les produits industriels). Les lignes tarifaires en franchise de droits NPF représentaient 12% de l'ensemble des lignes (7% pour les produits agricoles et 13% pour les produits industriels). À la date d'entrée en vigueur de l'Accord en Indonésie (10 août 2019), les droits préférentiels ont été ramenés à 7,1% pour l'ensemble des produits, et à 7,4% et 7% pour les produits agricoles et les produits industriels, respectivement. Les exportateurs chiliens bénéficiaient d'une marge de préférence absolue de 3% par rapport au droit NPF en vigueur, de 2,7% pour les produits agricoles et de 3,1% pour les produits industriels. La part des lignes tarifaires en franchise de droits correspondant aux importations en provenance du Chili a été portée à 55,1% pour l'ensemble des produits, 52,1% pour les produits agricoles et 55,7% pour les produits industriels. À la fin de la période de mise en œuvre, en 2031, les exportateurs chiliens bénéficieront de taux de droits nuls sur 86,1% du tarif douanier de l'Indonésie (75% pour les produits agricoles et 88,2% pour les produits industriels).

Tableau A1.3 Indonésie: indicateurs des taux de droits appliqués et des taux préférentiels pour les importations en provenance du Chili

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 01 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Droit moyen appliqué
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2019	10,1	11,5	12,0	10,1	10,9	7,0	10,1	11,6	13,0
Chili	2019	7,1	15,8	55,1	7,4	15,8	52,1	7,0	15,8	55,7
	2020	6,5	14,5	55,1	7,2	15,3	52,1	6,3	14,3	55,7
	2021	5,9	13,2	55,1	7,0	14,8	52,1	5,7	12,9	55,7
	2022	5,3	11,8	55,1	6,7	14,2	52,1	5,0	11,4	55,7
	2023	4,7	16,3	70,8	6,5	16,8	60,7	4,4	16,1	72,8
	2024	4,4	15,2	70,8	6,3	16,4	60,7	4,0	14,8	72,8
	2025	4,1	18,7	77,9	6,2	20,9	69,7	3,7	18,1	79,4
	2026	3,9	17,8	77,9	6,1	20,8	69,7	3,5	17,0	79,4
	2027	3,7	16,7	77,9	6,0	20,5	69,7	3,2	15,7	79,4
	2028	3,5	25,2	86,1	6,0	24,7	75,0	3,0	25,4	88,2
	2029	3,5	25,2	86,1	5,9	24,6	75,0	3,0	25,4	88,2
	2030	3,4	25,0	86,1	5,9	24,5	75,0	3,0	25,1	88,2
	2031	3,4	24,9	86,1	5,9	24,3	75,0	3,0	25,1	88,2

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités indonésiennes.

4. Le tableau A1.4 montre l'accès supplémentaire aux marchés, résultant de l'entrée en vigueur de l'Accord, pour les 25 principaux produits exportés par le Chili au niveau mondial. Pendant la période 2016-2018, ces 25 produits représentaient 71,7% des exportations totales du Chili et correspondaient à 46 lignes tarifaires au niveau à 8 chiffres du SH. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, en 2019, 20 de ces lignes tarifaires étaient en franchise de droits sur une base NPF. À l'entrée en vigueur de l'Accord, en 2019, 13 autres lignes ont été admises en franchise de droits. Bien que la dernière étape du programme d'élimination/de réduction des droits de douane intervienne en 2031, la dernière phase de l'élimination/la réduction ayant une incidence sur quelques-uns des 25 principaux produits importés par le Chili au niveau mondial interviendra en 2023 et éliminera les droits de douane pour 13 autres lignes tarifaires. À cette date, 10 lignes tarifaires correspondant essentiellement aux vins et à certains produits à base de saumon resteront passibles de droits. En 2019, la moyenne des taux NPF appliqués pour ces produits allait de 5% à 10% pour le saumon jusqu'à 90% pour les vins.

Tableau A1.4 Indonésie: possibilités d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Chili à destination du monde

Principaux produits exportés par le Chili en 2016-2018			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'Indonésie					
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2019			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'accord		Lignes restant passibles de droits non nuls
			Taux NPF moyen appliqué (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2019	2023	
260300	Minerais de cuivre et leurs concentrés	23,3	0,0	1				
740311	Cuivre, affiné, sous la forme de cathodes et sections de cathodes	21,0	5,0		1		1	
740200	Cuivre non affiné; anodes en cuivre pour affinage électrolytique	3,2	5,0		1	1		
220421	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, et moûts de raisin dont la fermentation a été arrêtée par addition d'alcool, en récipients d'une contenance <= 2 l	2,3	90,0		5			5
470321	Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, mi-blanchies ou blanchies, de conifères	1,9	0,0	1				
080610	Raisins frais	1,9	5,0		1	1		
470329	Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, mi-blanchies ou blanchies, autres que de conifères	1,9	0,0	1				
030441	Filets de saumons du Pacifique, frais ou réfrigérés	1,6	10,0		1			1
080929	Cerises fraîches	1,2	5,0		1	1		
261310	Minerais de molybdène et leurs concentrés, grillés	1,2	5,0		1	1		
710812	Or, y compris l'or platiné, sous formes brutes, à usage non monétaire	1,0	2,5	1	1	1		
283691	Carbonates de lithium	1,0	5,0		1		1	
030481	Filets de saumons du Pacifique, congelés	1,0	10,0		1			1
080810	Pommes fraîches	1,0	5,0		1	1		
260111	Minerais de fer et leurs concentrés, non agglomérés	1,0	0,0	2				
440711	Pin (Pinus spp.) scié ou dédossé longitudinalement, tranché ou déroulé, même raboté, poncé ou collé par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm	1,0	0,0	1				
030214	Saumons de l'Atlantique (Salmo salar) et saumons du Danube (Hucho hucho), frais ou réfrigérés	0,9	5,0		1			1

Principaux produits exportés par le Chili en 2016-2018			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'Indonésie					
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2019			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'accord		Lignes restant passibles de droits non nuls
			Taux NPF moyen appliqué (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2019	2023	
081040	Airelles, myrtilles et autres fruits du genre Vaccinium, frais	0,9	5,0		1	1		
030312	Saumons du Pacifique, congelés	0,8	5,0		1			1
030313	Saumons de l'Atlantique (Salmo salar) et saumons du Danube (Hucho hucho), congelés	0,8	5,0		1			1
080440	Avocats frais ou secs	0,6	5,0		1	1		
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, ne contenant pas de biodiesel, n.d.a.	0,6	1,3	12	4	4		
280120	Iode	0,6	5,0		1	1		
440122	Bois en plaquettes ou en particules	0,5	0,0	1				
441239	Bois contre-plaqués constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacune a une épaisseur égale ou inférieure à 6 mm, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères	0,5	10,0		1		1	
Total		71,7		20	26	13	3	10

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités indonésiennes et de la base de données Comtrade de la DSNU.